

GASTON DEFFERRE

s'adresse à vous...

Au lendemain des élections présidentielles, nous allons tous être confrontés à de graves problèmes économiques, financiers, sociaux, monétaires. Et cela d'autant plus qu'on aura attendu plus longtemps pour les exposer franchement au pays.

Les causes de cette situation sont multiples. Mais la responsabilité est certaine. Elle incombe aux gouvernements qui ont eu la charge de « l'intendance » et en particulier aux gouvernements Pompidou qui ont duré sept ans. C'est M. Pompidou qui, en tant que premier ministre, ce sont ses ministres des Finances qui ont conçu et appliqué le « plan de stabilisation ». C'est depuis que la France a connu le ralentissement économique, le chômage, les crises monétaires. C'est depuis que tant de petites gens sont assaillies par de graves difficultés.

* * *

Vous avez en face de vous un premier candidat qui s'engage à faire une politique différente, voire opposée à celle qu'il a faite au pouvoir. Un autre se cantonne dans des généralités qui ne conduisent pas aux solutions nécessaires.

Les Français risquent, au lendemain des élections, d'avoir été trompés une fois de plus.

Le bilan à dresser, l'inventaire de la situation sont si vastes, le choix des priorités qu'il faudra faire si difficiles qu'il y faudra non un homme qui monopolise tout le pouvoir, mais une équipe solidaire, décidée à agir vite et avec foi.

Personne ne veut revenir aux lamentables pratiques de la IVme République. La preuve a été faite par ailleurs que les méthodes des dix dernières années nous ont conduits à une crise politique profonde. Je vous propose le moyen d'éviter le retour aux unes et aux autres.

Le président de la République élu sur l'exposé de grandes options et le premier ministre chargé avec les membres du gouvernement de déterminer et de conduire la politique de la France doivent avoir demain les mêmes conceptions et ils pourront jouer leur rôle utilement et efficacement si les Français se prononcent en toute connaissance de cause, s'ils choisissent, en fait, un président de la République et un premier ministre en même temps et sur la base d'un contrat clair.

Si je suis élu, je désignerai Pierre Mendès-France en qualité de premier ministre et c'est pourquoi nous faisons publiquement campagne ensemble.

Ainsi les choses sont nettes et il n'y aura pour vous ni surprise ni malentendu, comme cela risque de se produire si un autre candidat était élu.

Les solutions que nous proposerons ne peuvent pas être exposées en détail ici, mais nous tenons à marquer dès aujourd'hui qu'elles seront de caractère socialiste, modernes, adaptées à notre pays et à notre époque.

Elles auront pour but d'apporter des solutions aux problèmes :

— De l'emploi, pour extirper enfin les dangers scandaleux du chômage et de la misère.
— Du niveau de vie.
— De l'Education nationale et, d'une manière plus générale, de la jeunesse face à une vie complètement renouvelée.
— Des équipements collectifs pour lesquels notre retard est impardonnable.

LA MONNAIE ET LE POUVOIR D'ACHAT

Toutefois, dans l'ordre chronologique — malgré le silence volontairement gardé par les hommes du Pouvoir sur un sujet qui les gêne — les premiers problèmes qui se poseront, dès le lendemain des élections, seront ceux de la monnaie et les problèmes financiers qui y sont intimement liés.

Pierre Mendès-France est plus qualifié que quiconque pour définir et mettre en œuvre des solutions originales, efficaces et justes, qui ne feront plus peser, comme dans le passé, tout le poids des mesures prises sur ceux qui sont déjà les moins favorisés dans la nation.

La défense de la monnaie, c'est avant tout la défense du pouvoir d'achat des salariés, des vieux, des gens à revenus fixes. Ils ne seront plus menacés dès lors que les dispositifs de protection mollement mis en place par le gouvernement, seront sérieusement appliqués, que le système bancaire sera mis dans l'obligation d'y contribuer efficacement, que le déficit des finances publiques sera réduit par la suppression de nombreuses dépenses improductives — et, s'il le faut, par l'ajournement de certaines dépenses souhaitables mais non absolument urgentes — au profit d'une politique de production plus active et plus vigoureuse. Il faudra revenir à une conception du plan non pas bureaucratique et autoritaire, mais plus incitatrice, plus stimulante et mieux respectée par tous. Au plan de production devra être joint un plan de financement et un plan social.

LA MODERNISATION INDUSTRIELLE, CONDITION DU PROGRÈS

Le gouvernement Pompidou a arrêté le développement industriel de notre pays. Or, il ne peut pas y avoir de plein emploi ni de progrès social dans une économie anémiée, et la puissance d'une nation est basée à notre époque non sur ses armements ni même sur son stock d'or, mais bien sûr, son dynamisme économique.

Un plan de modernisation de l'industrie est nécessaire pour établir une véritable stratégie du développement, permettant de choisir les entreprises d'avenir qui font travailler les autres secteurs, donnent du travail à tous, en particulier aux jeunes.

Une économie puissante assure le plein emploi et permet de mieux résister aux dangers de l'inflation et de la déflation.

Un gouvernement qui manquerait demain d'initiative, d'esprit moderne et d'esprit social, qui voudrait défendre la monnaie par une politique classique de déflation, nous préparerait de durs lendemains. Nous les éviterons seulement par une action vigoureuse pour laquelle nous demanderons le concours de toutes forces productives du pays.

Les actions à engager à l'inverse du « touche à tout » actuel devront être coordonnées et se renforcer les unes les autres

L'AGRICULTURE

La politique suivie depis des années aboutit à ce paradoxe que l'Etat dépense 1.700 milliards par an pour l'agriculture alors que jamais les agriculteurs n'ont connu de pareilles inquiétudes. Les subsides sont dépensés pour maintenir des structures périmées tandis que l'adaptation dè l'agriculture n'est pas favorisée, et les agriculteurs les plus pauvres ont été désavantagés au profit des plus riches.

Nos associés du Marché commun ne continueront pas indéfiniment à nous aider dans une politique aussi aberrante.

Avec la même dépense (et, s'il le faut, un peu plus au début) il est possible de subventionner la transformation de l'agriculture et son rajeunissement. Un plan bien conçu, bien compris des intéressés et réalisé avec eux, peut redresser la situation dans un délai de dix ans. Mais il faut s'y mettre enfin.

FORMATION DES JEUNES

Nous avons été les premiers à dire « priorité à l'Education nationale ».

L'Education nationale, ce n'est pas seulement la création des écoles, de lycées, de facultés. C'est l'ensemble de tout ce qui permet aux jeunes de se préparer à leur avenir dans de bonnes conditions et de s'y engager avec confiance. C'est aussi le moyen de donner à tous l'égalité des chances au départ.

L'Education nationale, c'est encore l'éducation permanente. A tout âge de sa vie professionnelle, un homme ou une femme doit avoir la possibilité de se mettre en état d'exploiter les techniques modernes. C'est une des conditions du plein emploi des jeunes et le moyen de résoudre le drame des adultes qui, après quarante ans, voient tant de portes se fermer devant eux.

ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS, URBANISATION, LOGEMENT

La France souffre d'un retard considérable qu'il s'agisse des hôpitaux, des constructions scolaires, des télé-communications, du logement, de la recherche scientifique, etc...

Les conservateurs pensent qu'il est possible de laisser à la seule initiative privée le soin de faire face à tous les besoins. Il n'en est rien et la faillite de la Ve République en matière de logement le prouve.

Le droit au logement doit se traduire dans les faits. Cela signifie qu'il faut organiser le financement de la construction de logements de caractère social, en nombre suffisant et de bonne qualité, en limitant le taux du loyer à un prix accessible au plus grand nombre des Français.

POLITIQUE ÉTRANGÈRE

La première chose à faire sera de relancer vraiment, énergiquement, la construction européenne. Une réunion des chefs des gouvernements des six pays de la Communauté européenne devra dresser un bilan complet des problèmes en instance et proposer des solutions. Ils ne pourront le faire qu'à condition d'être animés d'un esprit résolument communautaire et non pas de ce nationalisme étroit dont la France a donné l'exemple depuis dix ans.

L'Angleterre doit être admise dans le Marché

commun à la seule condition d'accepter les règles du Traité de Rome.

Toute notre politique extérieure devra être réexaminée avec la volonté de renforcer la paix partout, et d'abord, bien sûr, en Europe. La détente qui a commencé à se produire depuis vingt ans entre l'Est et l'Ouest doit être constamment recherchée. C'est un devoir à la fois pour les Etats de l'Est et pour ceux de l'Ouest. De notre côté, nous maintiendrons et élargirons nos relations de coopération avec les pays de l'Est.

Notre appui devra être donné activement à toutes les institutions de coopération internationale. Elles fournissent toujours le meilleur cadre aux négociations pour la solution des litiges.

Le problème du Proche-Orient devra être traité dans son ensemble. Plutôt qu'un embargo unilatéral sur les armes au détriment d'Israël, je me déclare favorable à un embargo général sur toutes les armes de tous les pays, de toutes provenances et à destination de cette région du monde.

LES JEUNES

La réforme de l'enseignement doit être appliquée en profondeur, ce qui n'est pas le cas. Dans certains secteurs, le mandarinat sévit plus que jamais. Dans d'autres, une contestation mouvementée empêche les réformes d'être appliquées comme elles devraient l'être.

Il faut regagner la confiance de la jeunesse qui est en état de révolte — parfois maladroitement brutale, parfois silencieuse, toujours préoccupante pour nous.

Une réforme de l'enseignement secondaire et technique devra être également entreprise et menée à bien. Enfin, un vaste système d'éducation permanente est devenu indispensable.

L'INDÉPENDANCE DE L'INFORMATION

Il n'y a pas de démocratie sans information complète, c'est-à-dire objective.

L'indépendance de l'O.R.T.F. doit être assurée par un système qui pourrait s'inspirer de celui qui est en vigueur en Grande-Bretagne, ou en Suède.

Il ne peut pas être question pour les démocrates d'appliquer à leurs adversaires les brimades que ceux-ci leur ont fait subir depuis onze ans.

CONCLUSION

En 1944, au lendemain de la guerre, la France, en partie détruite, ruinée par des années d'occupation, a eu un choix à faire : s'engager courageusement comme l'ont fait certains de nos voisins dans une politique qui assurait le redressement économique et financier, ou céder à la facilité. A l'époque, Pierre Mendès-France a préconisé le courage et l'efficacité. Il n'a pas été suivi. Nous en supportons encore les conséquences.

Après le départ d'un personnage historique qui s'intéressait davantage à la politique extérieure et militaire qu'aux problèmes économiques et sociaux, nous avons aujourd'hui une économie anémiée, des finances en difficulté et une monnaie menacée. Les Français doivent choisir les solutions tournées vers l'avenir pour l'action et pour le progrès.

C'est à cette question-là que vous avez à répondre le 1er juin.

GASTON DEFFERRE

Maire de Marseille - Député des Bouches-du-Rhône

né le 14 Septembre 1910

GRADES UNIVERSITAIRES :

— Licencié en Droit

— Diplômé d'Etudes Supérieures d'Economie Politique

DECORATIONS :

— Officier de la Légion d'honneur à titre militaire

— Croix de guerre avec palme

— Rosette de la Résistance

Vu le Candidat

SAINT LAMBERT IMPRIMEUR - 13 - Aubagne